



De l'activisme urbain en Égypte : émergence et stratégies depuis la révolution de 2011

Roman Stadnicki

► To cite this version:

Roman Stadnicki. De l'activisme urbain en Égypte : émergence et stratégies depuis la révolution de 2011. *EchoGéo*, 2013, 25. halshs-01062085

HAL Id: halshs-01062085

<https://shs.hal.science/halshs-01062085>

Submitted on 9 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

De l'activisme urbain en Égypte : émergence et stratégies depuis la révolution de 2011

Roman Stadnicki

Roman Stadnicki, roman.stadnicki@cedej-eg.org, est chercheur (MAEE/CNRS) au CEDEJ, Le Caire. Il a publié récemment :
- Stadnicki R., 2012. Enquête aux marges des villes du Golfe Arabique... Ou comment dépasser la critique. *Carnets de géographes*, n° 4.

http://www.carnetsdegeographes.org/carnets_terrain/terrain_04_04_Stadnicki.php

- Stadnicki R., 2012. Le Caire après la révolution : blocages de la ville et déblocage de l'urbanisme. *Les Carnets de l'IFPO*, <http://ifpo.hypotheses.org/4419>

- Stadnicki R., 2012. Le Yémen vers la transition urbaine. In Bonnefoy L., Mermier F., Poirier M. (dir.), *Yémen. Le tournant révolutionnaire*, Paris/Saana, Karthala/CEFAS, p. 201-233.

On assiste, depuis la révolution de 2011, à la montée d'un activisme urbain en Égypte qui se caractérise par l'augmentation du nombre de militants de la cause urbaine et par le développement de nouvelles stratégies d'action marquant fortement l'espace urbain, au Caire notamment. Cet article examine les conditions d'émergence, aux niveaux politique, social et territorial, de cet activisme particulier. Il établit ensuite une typologie en fonction des intérêts défendus par les acteurs en présence (droits de l'homme, droit à la ville, défense du bien commun). Il montre enfin que les activistes urbains égyptiens sont les instigateurs de changements déjà aisément perceptibles sur la scène urbaine et urbanistique.

Activisme, urbanisme, mouvement social, révolution, Le Caire, Égypte

We are witnessing, since the 2011 revolution, a powerful growth of urban activism in Egypt, characterized by the increasing number of complaints about living conditions in urban areas and expressed wills to improve them, especially in Cairo. This presentation will investigate on the conditions for the emergence of this particular form of activism at the political, social and territorial levels. This communication will then establish a typology according to the interests pursued by the stakeholders (human rights, "right to the city", environment and common goods' protection). Finally, this paper will show that Egyptian urban activists are the authors of changes, which are already visible on the urban scene.

Activism, urbanism, social movement, revolution, Cairo, Egypt

Introduction

Au mois de juin 2013, au moment de la rédaction de cet article, un vaste mouvement social éclate à Istanbul. C'est l'annonce de la destruction imminente d'un parc public situé place Taksim, au cœur de la partie européenne de la ville, censé faire place à un projet de centre mémoriel et commercial, qui en est le facteur déclenchant. La Turquie connaît, depuis le milieu des années 2000, des mouvements d'opposition urbaine assez importants dénonçant les conséquences économiques et sociales des projets de transformation urbaine d'inspiration néolibérale portés par les milieux dirigeants (Petit, 2011). Mais, pour la première fois dans la région méditerranéenne, l'urbanisme a servi de prétexte à une mobilisation sociale de masse,

dont les motifs se sont ensuite élargis (rigorisme politique, conservatisme, privation des libertés individuelles, accroissement des inégalités, etc.). En Égypte, il s'est produit la situation inverse. La contestation qui éclata en 2011 pour faire tomber Moubarak et obtenir plus de justice sociale a permis à une partie de la jeunesse, au fil des mois qui ont suivi la révolution, de s'engager dans la lutte urbaine et en faveur de la réforme de l'urbanisme, et faire que les revendications de justice soient aussi spatiales. On assiste ainsi aujourd'hui au Caire et dans quelques autres villes d'Égypte à la montée d'un activisme urbain¹ qui considère que la révolution doit aussi s'opérer ou se continuer à l'échelle de la ville et de son aménagement. Si la révolution de 2011 a été favorable à son expansion, ce mouvement s'inscrit toutefois dans la lignée d'un long faisceau de contestations urbaines (voir *Infra*), dont les expressions dans la blogosphère égyptienne préexistaient elles aussi à cette révolution, comme le montre W.-S. Fahmi (2009).

On pourra distinguer deux grands profils d'activistes urbains : des professionnels de l'urbain (architectes, urbanistes, étudiants, etc.) souvent multipositionnés (universités, bureaux d'étude, médias, etc.) ; des militants plus politisés, non professionnels et non spécialistes de la ville au départ, mais qui considèrent la question urbaine comme un motif d'indignation et de protestation.

Ces précisions faites, on ne se livrera pas ici à un travail de sociologie d'acteurs, mais plutôt à l'examen des conditions d'émergence et des stratégies militantes de ce groupe social particulier qui fait bouger un certain nombre de lignes en Égypte et plus particulièrement au Caire². On pourra alors se demander, en regardant quels sont leurs terrains de jeu et de bataille, comment les activistes urbains égyptiens font de la ville aussi bien un lieu d'évolution urbanistique majeure que de possible continuation de la révolution. À travers cet essai sur la tentation activiste des urbanistes d'une part, pour schématiser, et sur les revendications spécifiquement urbaines des activistes d'autre part, nous souhaitons apporter une série d'éclairages sur les stratégies des acteurs urbains militants dans le contexte post-révolutionnaire et transitionnel de l'Égypte, vues ici comme un révélateur des changements en cours dans la société égyptienne.

Indiquons enfin que ce phénomène de montée de l'activisme urbain apparaît dans un contexte international marqué par le saisissement des questions urbaines par les sociétés civiles (Cabannes, 2013). Par conséquent, au-delà des révoltes survenues dans le cadre des « printemps arabes », ce phénomène participe d'un mouvement social mondialisé ayant entraîné un « retour des théories critiques de l'urbain » (Busquet, 2013) que semblent avoir assimilé les activistes égyptiens eux-mêmes, comme en témoignent les références faites par certains d'entre eux au « droit à la ville » d'Henri Lefebvre notamment. Au Proche et Moyen-Orient, les activistes urbains ne sont pas seulement égyptiens, mais aussi turcs, libanais, libyens ou encore palestiniens et israéliens. Les organisations locales se multiplient depuis les années 2000, à l'image de l'ONG Bimkom, basée à Jérusalem, qui vise à contrer la politique

¹ L'expression activisme urbain peut être ambiguë. Elle ne traduit pas ici un activisme qui aurait simplement pour cadre la ville, c'est-à-dire dont les manifestations se dérouleraient en ville, mais un activisme particulier dont l'identification première est l'urbain et où celui-ci est érigé en objet de revendication. Les acteurs anglophones que nous avons rencontrés dans le cadre de nos enquêtes se définissant souvent eux-mêmes comme « urban activists », nous conserverons cette expression.

² Cet article a été réalisé à partir d'enquêtes de terrain menées entre 2012 et 2013 : entretiens semi-directifs avec une quinzaine d'acteurs ; participations à des manifestations culturelles et scientifiques organisées par les universités, le CEDEJ (institution de rattachement de l'auteur, basée au Caire, qui coorganise avec les bailleurs UN-Habitat et GIZ le cycle de séminaire *Egypt Urban Future*, largement ouvert aux membres de la société civile) ou par les acteurs eux-mêmes ; suivi des actions sur le terrain ; veille sur la blogosphère, etc. Ces enquêtes ont principalement été réalisées au Caire. La capitale égyptienne, macrocéphale, semble concentrer la plupart des activistes urbains du pays. Le phénomène n'est cependant pas limité au Caire, comme le montrent les allusions faites aux villes secondaires du pays dans ces pages, Alexandrie et les villes du Delta du Nil principalement.

israélienne d'aménagement du territoire, ou encore du mouvement turc IMECE, qui soutient les mobilisations habitantes contre les grands projets urbains stambouliotes. Si tous ces mouvements partagent des caractéristiques communes (classes moyennes plutôt éduquées, sensibilité politique proche de la gauche, compétences en architecture et urbanisme, etc.), ils ne sont pas à ce jour réunis au sein d'une structure fédérative commune. La vitalité de leurs réseaux sociaux virtuels et leur présence occasionnelle lors de colloques et conférences consacrés aux dynamiques urbaines, organisés en Europe et aux États-Unis notamment, multiplient toutefois les opportunités d'échange et de rencontre entre ces différents acteurs, ainsi que la circulation de leur idées dans la région et au-delà.

Comme l'écrit V. Bourdeau (2013) : *« Logement, SDF, mouvement des squatteurs, réappropriation de l'espace public, occupations, citoyenneté locale, autant de luttes qui semblent avoir pris la mesure d'une nouvelle façon de militer (depuis les années 1980), non plus à partir d'une revendication politique synthétique mais à partir d'une myriade d'interventions dans l'espace public. De la même manière que les « nouveaux mouvements sociaux » auraient animé, à l'échelle de la société dans son ensemble, les prises de position politiques de la société civile, de nouveaux mouvements urbains seraient apparus, sans que ne se dégage une prise en charge globale, collective et unifiée de la question urbaine »*. Pas plus unifiés en Égypte qu'ailleurs, ces « nouveaux mouvements urbains » comptent malgré tout localement quelques personnalités et actions fortes qui méritent que l'on s'y attarde dans ces lignes.

Conditions d'émergence de l'activisme urbain en Égypte

L'émergence des activistes urbains en Égypte est permise par un contexte triplement favorable qui découle directement de la révolution de 2011 : l'ouverture du champ de l'activisme, la diversification et la pluralisation de la société civile et, enfin, la forte dimension urbaine de l'épisode révolutionnaire.

Premièrement – faut-il encore l'écrire ? –, la révolution du 25 janvier 2011 a libéré la parole publique tout en ayant contribué au développement de l'activisme politique en Égypte. Pour certains, les « printemps arabes » révèlent, d'une part, que les mouvements sociaux de grande ampleur et la culture de la protestation ne sont plus le privilège du « Nord » et, d'autre part, que cette expérience a transformé les individus ordinaires en « sujets politiques » dont le répertoire militant s'est considérablement élargi (Abourahme, Jayyusi, 2011). F. Cavatorta (2012) ajoute que la formation de « nouveaux espaces d'activisme » est une des conséquences remarquables des révoltes arabes de 2011. Cet activisme revêt aujourd'hui diverses formes et les moyens d'expression et de communication mis en œuvre pour lui donner corps sont tout aussi divers. Outre les manifestations, très régulières au Caire depuis 2011, le corpus des techniques de l'activisme s'est considérablement développé en deux ans : *sit-in*, boycott des élections, pétitions ou encore appels à la désobéissance civile, dont Port-Saïd a fait la première expérience en 2013³. Dans le même temps, l'activisme a gagné en visibilité. Sans revenir au débat non tranché sur les « origines culturelles numériques » des révolutions arabes (Gonzales-Quijano, 2011), on ne peut plus aujourd'hui mettre en doute le rôle prépondérant des nouveaux médias et des réseaux sociaux numériques dans l'organisation de l'activisme et la propagation de l'idéologie révolutionnaire. De même, le développement de la presse indépendante, à travers la création de nouveaux journaux et chaînes de télévision, constitue un relai important des luttes et mobilisations sociales. Plus embryonnaire, l'art (performances,

³ L'appel à la désobéissance civile a commencé à Port-Saïd en février 2013 suite à l'annonce de la condamnation à mort de 21 supporters du club de football local pour une rixe ayant entraîné la mort de 80 personnes en février 2012. Se sentant victimes de la justice nationale, la population a bloqué les rues, déserté les administrations et fermé les magasins pendant de longues semaines.

arts de rue, graffitis, etc.) offre une possibilité aux individus d'élargir le spectre de leur activisme, de diversifier les objets de mobilisations et de toucher un public plus large (Douay, 2013). On assiste donc aujourd'hui à une déclinaison de l'activisme sous plusieurs formes, quel que soit le domaine suscitant la contestation : opposition politique, antimilitarisme, cause féministe, revendications de la jeunesse, football et donc aussi, urbanisme et aménagement du territoire.

Deuxièmement, la dynamique militante qui touche les acteurs urbains en Égypte ne peut pas être extraite des changements affectant plus largement la société civile. Ces changements se définissent d'abord par une montée en puissance de la société civile au moment du déclenchement de la révolution et, ensuite, par des transformations structurelles et organisationnelles profondes. Plusieurs observateurs ont validé la thèse de la « nature civile de la révolution égyptienne » (Ben Nefissa, 2011), dans la mesure où c'est bien le peuple, sans leadership politique et idéologique et sans réelle volonté d'accéder au pouvoir, qui a réclamé et obtenu la chute de Moubarak. Cette thèse suppose toutefois d'adopter une acception large de la société civile, qui ne se limiterait plus seulement aux ONG référencées, mais qui impliquerait l'ensemble des mouvements sociaux portés par des individus faisant, à un moment donné, l'expérience de la politique et de l'engagement citoyen (Abd el Wahab, 2012 ; Ben Nefissa, *op. cit.*). Les premiers signes de transformation de la société civile égyptienne surviennent au milieu des années 2000, lorsque cette dernière parvient à s'autonomiser vis-à-vis de l'État avec la montée de protestations sociales (grève des ouvriers du textile et de la presse notamment) et grâce à la démonopolisation du champ médiatique (Ben Nefissa, *op. cit.*). Cependant, c'est bien la révolution de 2011 qui fait office de rupture, formelle et conceptuelle. Elle révèle en effet le profond décalage qui se crée entre les organisations « droit-de-l'hommistes » qui préexistaient à la révolution – celles que M. El Naggar (2012) range sous le sceau « *elitist activism* » et qui n'ont joué qu'un rôle mineur dans le processus révolutionnaire –, et les acteurs sociaux issus d'un « *street activism* » (El Naggar, *op. cit.*) non institué, à l'origine du soulèvement populaire. La révolution de 2011 marque donc en quelque sorte le passage de témoin entre une société civile traditionnellement organisée en ONG ayant fait ses armes dans le contexte autoritariste du régime de Moubarak, et recevant, dans la plupart des cas, l'appui technique, financier et idéologique de bailleurs internationaux, à un secteur fait d'organisations plurielles et diverses, moins formalisé, composé d'individus ayant acquis leur légitimité grâce à la rue, à l'internet et aux réseaux sociaux⁴. C'est dans cette dynamique de changement, voire de mutation de la société civile égyptienne, que s'inscrit le mouvement activiste urbain d'aujourd'hui.

Troisièmement, il a été démontré que les révoltes arabes en général et la révolution égyptienne en particulier avaient des racines urbaines profondes (Pagès-El Karoui, Vignal, 2011 ; Verdeil, 2011). Survenant dans une région urbanisée à plus de 70 %, les épisodes révolutionnaires peuvent être compris comme un fait urbain total, ayant eu pour théâtre les villes ; pour motivation, entre autres, les difficultés d'accès au logement et aux services urbains ; pour procédé, la réappropriation, voire la réinvention, de l'espace public urbain confisqué par des décennies d'autoritarisme. Il faut ajouter, pour le cas de l'Égypte, que l'urbanisation incarne les pratiques néolibérales du régime de Moubarak aujourd'hui largement décriées (privatisation des opérations d'urbanisme, financiarisation du logement, laissez-faire en matière d'urbanisation informelle, etc.). Mais là encore, un faisceau de

4 L'opposition ou du moins la distinction qui est faite depuis peu en Égypte entre les ONG et ce qui relève du mouvement social (et qui peut schématiquement être regroupé sous l'acronyme anglais CBO : *Community Based Organizations*) est souvent très vive ailleurs, comme le rappelle Y. Cabannes (*op. cit.*) à propos du Brésil où il y aurait une « logique de projet » portée par les ONG qui s'opposerait à une « logique de processus » vécue au quotidien par les CBO.

mouvements de résistance apparaît avant la révolution de 2011⁵ : mobilisations des habitants des quartiers populaires contre les évictions forcées à la fin des années 2000, des agriculteurs en activité sur les îles du Caire contre les projets immobiliers, des *zabalîn* (ramasseurs/recycleurs) contre la privatisation de la collecte des déchets, etc. (Deboulet, Florin, 2013). Ces résistances peuvent être appréhendées *a posteriori* comme un signe annonciateur du soulèvement de 2011 conférant à ce dernier une très forte dimension territoriale et urbaine. L'ensemble de ces circonstances explique que, plus de deux ans après la révolution, l'urbain soit demeuré un sujet de préoccupation sociale majeur. Pourtant, dans chacun des secteurs clés de l'aménagement urbain, logement, transport, démocratie locale, etc., c'est l'inertie décisionnaire qui prime (Stadnicki, 2013). Certes, la multiplication des annonces de mesures phares faites notamment en matière de logement social montre que l'urbain tendait *in fine* à s'installer dans les discours des Frères Musulmans au pouvoir jusqu'en juillet 2013⁶. Cela a d'ailleurs engendré une nouvelle série de contestations : à la critique de l'inaction gouvernementale a succédé celle de l'orientation des politiques urbaines considérées comme étant trop dans la continuité du régime de Moubarak. Les débats qui animent aujourd'hui la communauté des activistes urbains montrent que, en suivant A. Kanna (2012), les changements politiques en Égypte permettent de laisser se révéler le « potentiel révolutionnaire de l'espace urbain ».

Typologie des activistes urbains du Caire

Il y aurait aujourd'hui au Caire plus d'une centaine d'associations référencées traitant de la ville sous tous ses aspects, contre vingt seulement au lendemain de la révolution (El Kadi, 2012), auxquelles s'ajoutent les collectifs et organisations spontanés et non référencés. Sans prétendre à l'exhaustivité, il est cependant possible de distinguer trois grandes catégories d'activistes urbains dans la capitale égyptienne, avant de nous focaliser, dans la partie suivante, sur quelques acteurs particulièrement visibles aujourd'hui :

Les organisations généralistes et « droits-de-l'hommes » dont les actions portent en partie seulement sur l'amélioration des conditions de vie en ville

Dans la première catégorie de cette typologie figurent principalement des associations de défense des droits de l'Homme qui préexistaient à la révolution de 2011. Il faut cependant y distinguer celles qui comportent un volet urbain dans leurs attributions originelles de celles non dédiées initialement à la lutte urbaine mais qui se sont engagées dans cette voie après 2011.

Un certain nombre d'organisations développementales et « droits-de-l'hommes » assez généralistes se tourne donc occasionnellement vers l'apport de services sociaux, l'amélioration des logements et l'entretien des rues ([Resala](#), [Habitat for Humanity](#), [Misr al ghayr](#), etc.). D'autres s'inscrivent encore dans la lutte contre les évictions et relocalisations forcées, la corruption, les contrats de location illégaux ([Egyptian Center for Economic and Social Rights](#), [Housing and Land Rights Network](#), [Amnesty International](#), etc.). La plupart de

5 De manière plus générale, dans les villes du « Sud », les habitants n'ont pas attendu l'avènement de la démocratie pour défendre leurs intérêts, faire pression sur les institutions et négocier leur droit à la ville avec les acteurs officiels de l'aménagement (Legros, 2008).

6 Date de leur destitution : voir précisions en conclusion (note n° 15).

ces associations n'ont eu qu'une faible visibilité pendant et après la révolution⁷. M.-H. El Naggar (*op. cit.*) rappelle que leur mission n'est certes pas tant de participer à l'activisme révolutionnaire que de viser à la réforme en profondeur des outils et stratégies politiques de promotion des droits de l'Homme. Leur bilan, dans chacun des domaines d'intervention susmentionnés, est toutefois souvent jugé « en demi-teinte » par un certain nombre de nouveaux activistes. Ces derniers leur reprochent leur proximité avec le régime de Moubarak, la dispersion de leurs champs d'action, leur déconnection avec le peuple ou encore leur dépendance aux financements et agendas étrangers⁸.

Est-ce pour contrecarrer et/ou prévenir ces attaques que certaines associations « droits-de-l'hommes » se sont engagées dans quelques luttes urbaines au cours de ces deux dernières années ? On a ainsi vu l'[*Egyptian Initiative for Personal Rights*](#), mais aussi le groupe [*No Military Trials for Civilians*](#) (dont la vocation est à l'origine de contester les tribunaux militaires pour les civils) s'impliquer dans le combat que mènent les habitants de l'île de Qursaya, située au centre du Caire, avec l'armée qui a cherché à les en déloger par la force en novembre 2012. Ces organisations assurent alors aux habitants un soutien judiciaire, une couverture médiatique et une légitimité révolutionnaire. L'acquittement prononcé en avril 2013 pour quelques dizaines d'habitants de l'île en est une probable conséquence. Pour ces organisations militantes non spécifiquement consacrées aux questions urbaines, la participation à cette lutte pour le droit d'occuper des terres habitées, mais également leur engagement dans d'autres conflits ayant opposé l'État (ou l'armée) à des habitants de quartiers non réglementaires (à Bulac-Maspero par exemple, voir *infra*) représentent une opportunité de reconnexion aux luttes politiques post-révolutionnaires.

Les individus et/ou organisations dont les actions peuvent s'apparenter à une lutte à plus ou moins long terme pour le « droit à la ville »

La deuxième catégorie rassemble les acteurs uniquement focalisés sur l'urbain qui militent pour un droit à la ville dans sa dimension marxiste, entendu comme un droit de contester les politiques urbaines, un droit d'accès à la terre, au logement et aux principaux services urbains et un droit à la participation citoyenne (Lefebvre, 1968). Là encore, une subdivision s'impose entre les activistes qui s'engagent dans des luttes et résistances immédiates au moyen d'actions directes parfois coercitives et ceux qui envisagent l'action de façon indirecte et à plus long terme.

L'association pionnière – bien que légèrement en retrait depuis la révolution –, dans ce domaine, à la fois dans le court et le long terme, le direct et l'indirect, est l'[*Egyptian Center for Housing Rights*](#). L'association est née au milieu des années 1990 au moment où le quartier Bulac-Maspero dans le centre du Caire faisait l'objet d'expulsions massives. Comme elle l'explique dans un entretien accordé à A. Deboulet (2012), Manal al-Tibi, la fondatrice, s'engagea en faveur du droit au logement alors que l'expression et le concept n'étaient pas encore utilisés en Égypte. Outre les manifestations organisées contre les expulsions dans les années 2000, l'association revendique d'avoir fait imposer dans la loi de planification urbaine de 2008 un droit à un logement de remplacement en cas d'expulsion inévitable. Dans le sillage de cette association apparaissent d'autres organisations, telles que [*Right to Housing*](#)

⁷ Pendant les affrontements de Tahrîr en 2011, quelques-unes de ces grandes ONG ont néanmoins soutenu les révolutionnaires, en transformant leurs locaux en centre de soins voire en lieu d'élaboration des stratégies de la protestation : *Egyptian Human Rights Advocacy Center* ; *Egyptian Center for Economic and Social Rights*, etc.

⁸ Entretien avec Y., mars 2013. Il ajoute, en pointant du doigt certaines grandes ONG : « Il serait temps, en Égypte, que l'on cesse de débattre de la condition des pauvres dans les salles de conférence des hôtels 5 étoiles ! ».

[Initiative](#) lancée en 2012 par Yahia Shawkat (également auteur du blog [The Shadow Ministry of Housing](#)), ou [Egyptian Urban Action](#), fondée par l'architecte Omnia Khalil, tous deux cherchant à montrer que les expulsions ont toujours cours aujourd'hui dans les quartiers informels. Mais les modes opératoires ont changé depuis la révolution. Par exemple, des expositions photographiques et des documentaires visent à valoriser le logement auto-construit dans les quartiers populaires et à faire ainsi changer le regard que lui portent les autorités.

L'activisme en matière de logement a également été marqué, en octobre 2011, par les membres d'un groupe nommé *New Urban Communities Youth Alliance* qui ont occupé, pendant plusieurs jours, quelques dizaines de logements vacants dans la ville nouvelle de 6 Octobre située en périphérie du Caire, avant d'être délogés par l'armée. Les squatters accusaient alors [New Urban Communities Authority](#), l'organisme public responsable des villes nouvelles, d'attribuer ces logements présentés comme « sociaux » par le gouvernement selon des critères « subjectifs et non transparents » et de chercher à faire du profit en louant ces appartements au-dessus du prix du marché⁹. La couverture par la presse indépendante de cette opération a révélé le dysfonctionnement du parc social de logements, déjà observé par B. Florin (2011), mais aussi plus largement la gestion arbitraire des villes nouvelles par une autorité, *New Urban Communities Authority*, issue de l'ancienne administration mais non remise en cause à ce jour.

Les politiques et la gestion urbaines en général suscitent donc des vocations activistes, comme en atteste le développement d'associations ou collectifs de défense des intérêts des habitants de Qursaya par exemple (voir *supra* et Madoré, 2013), ou encore de ceux de Bulac-Maspero (Pappalardo, 2012). Pour ce dernier quartier, c'est la collusion des intérêts entre le pouvoir et les promoteurs immobiliers qui est dénoncée, ainsi que la gentrification à marche forcée qui se traduit par la construction de grandes tours sur le Nil engageant la destruction progressive des installations auto-construites du quartier. Par ailleurs, la blogosphère spécialisée s'est montrée très inquiète par toute l'iconographie développée autour du projet « *Cairo 2050* ». Envisagé sous l'ère Moubarak sous l'angle de la compétitivité internationale et de la conquête du désert, ce projet est aujourd'hui plus ou moins abandonné faute de moyens financiers. Les images montrant les berges du Nil surmontées de tours de verre largement inspirées du modèle urbanistique en vigueur dans le Golfe sont montrées et contestées par des activistes très présents sur internet. Les blogs collaboratifs [Drawing Parallels](#), [Cairo from Below](#), [Cairo : the multi-schizophrenic city](#) et [The Shadow Ministry of Housing](#) cherchent ainsi, au-delà de la critique des documents de planification existants, à infléchir les politiques territoriales. Ils constituent aujourd'hui de réelles forces de propositions alternatives. D'autres collectifs prônent le partage d'expériences et d'expertises comme une urgence à mettre un terme aux politiques urbaines édictées par le haut ; c'est le cas de [Badilab](#), fondé par une équipe d'architectes, et de [Megawra](#), administré par l'ONG égyptienne [Built Environment Collective](#), qui ont vocation à organiser des ateliers, séminaires, et activités de design pour promouvoir la collaboration entre utilisateurs, professionnels et étudiants du cadre bâti.

D'autres initiatives cherchent quant à elles moins l'immédiateté des résultats que le changement à moyen ou long terme. Il faut ainsi relever la montée des organisations de défense des intérêts corporatistes, conçues sur le modèle des syndicats. Les marchands ambulants du Caire ont par exemple créé, le 26 septembre 2012, une Union indépendante des vendeurs de rue, afin de garantir les droits qu'ils ont acquis après la révolution, en termes de présence dans l'espace public notamment. Les *zabalîn* disposent quant à eux déjà d'une organisation équivalente depuis 2004, [Spirit of Youth](#). Après la révolution, son responsable,

⁹ Entretien avec M., décembre 2011.

Izzat Naim, ne dissimulait pas ses ambitions politiques et sa volonté de transformer son association en un véritable syndicat (Barthel, Monqid, 2011).

La participation des habitants à l'aménagement est une autre thématique de plus en plus prise en compte par les activistes urbains en Égypte, qui souhaitent ainsi prendre part au « tournant collaboratif de l'urbanisme » (Douay, *op. cit.*) qui se manifeste actuellement au niveau international. Au Caire, le bureau d'étude [Takween](#) est aux avant-postes sur ce sujet. Spécialisé à l'origine dans la réhabilitation de l'habitat informel, ses membres mènent aujourd'hui un double combat politique visant d'une part à faire inscrire la notion de droit au logement dans la nouvelle constitution égyptienne et, d'autre part, à faire reconnaître par le gouvernement les nouvelles CBO urbaines comme des « représentants communautaires » capables de porter des initiatives fortes, en l'absence, de surcroît, d'un échelon administratif local compétent (Ibrahim, Singerman, 2013). D'autres organisations vont jusqu'à concevoir des projets d'aménagement participatif, comme l'ONG [Remal](#), auteur du schéma directeur officiel [Egypt 712](#), ou le collectif [Cairo from Below](#), qui a lancé un appel à projets nommé « [Our Urban Futures](#) » (illustration 1). Plus généralement, la création de sites internet et de journaux ([Cairobserver](#), [Cairo Resilience](#), etc.) produit de nouveaux espaces qui donnent la parole aux habitants, critiquent les projets gouvernementaux et invitent à repenser les pratiques urbanistiques. [Cairobserver](#), site pionnier dirigé par Mohamed Elshahed, doctorant en histoire urbaine à *New York University*, publie même un certain nombre d'entretiens réalisés avec des habitants de différents quartiers du Caire (illustration 2). Très critiques sur ce qui relève de l'accès aux services et à la mobilité, ces entretiens révèlent toutefois la réelle disponibilité des habitants interrogés à participer au débat sur l'aménagement du territoire en Égypte.

Illustration 1 - Exemple de réponse à l'appel d'offre « Our Urban Futures », publié sur le blog [Cairofrombelow.org](#)

Illustration 2 - Capture d'écran du blog [Cairobserver.com](#), août 2013

Les individus et/ou organisations dont les actions concernent la protection du cadre de vie urbain et du bien commun

Les défenseurs du bien commun et du cadre de vie, dont les actions sont principalement dirigées vers la sauvegarde du patrimoine, la protection de l'environnement et le développement des espaces publics, constituent la troisième catégorie de cette typologie. La dégradation voire la destruction de certains fleurons architecturaux du Caire (Institut d'Égypte, Pavillon Mohamed Ali Shubra, villas Ispenian et Casdagli, etc.), dommages collatéraux de la révolution, ont poussé quelques architectes, via des articles de presse, des pages *facebook* ou des *newsletters* (voir « [io weekly](#) » de l'architecte Shaimaa Ashour), à alerter et à mobiliser les autorités et la population. Des campagnes de sauvetage du patrimoine architectural de villes particulièrement menacées comme Port-Saïd et Alexandrie ont également été lancées, notamment à l'initiative des associations [Megawra](#) et [Heritage Egypt](#). Dans le domaine du patrimoine, G. El Kadi (*op. cit.*) rappelle que l'activité de la société civile est relativement ancienne, le séisme de 1992 ayant éveillé un certain nombre de consciences. Mais là aussi, on assiste depuis 2011 à la création de nouveaux collectifs, à leur rajeunissement, ainsi qu'à un renouvellement des actions (manifestations, chaînes humaines, procès, etc.).

S. Poisson (2013) observe ces mêmes tendances chez les militants environnementaux. Parmi les nouveaux acteurs remarquables, [Greenarm](#), en plus de faire la promotion des modes de circulation douce, cherche à fédérer la militance environnementale au Caire. Les collectifs de promotion de la permaculture et des jardins potagers sur les toits d'immeuble se sont

également multipliés tout en demeurant encore assez confidentiels. Le [*Habi Center for environmental rights*](#), ONG qui existe depuis 2001 en Egypte, a quant à lui récemment contribué à faire émerger la notion de droits environnementaux en tentant de faire stopper, en 2011, la construction d'une usine d'engrais polluante à Damiette.

Enfin, de nombreux acteurs militent aujourd'hui pour le libre usage et le partage des espaces publics urbains. Des architectes-urbanistes ambitionnent ainsi de participer à la régénération du centre-ville en le « déprivatisant »¹⁰ et multiplient les actions de communication (conférences, rassemblements, etc.) pour atteindre les pouvoirs publics. Le [*Downtown contemporary arts festival*](#), lancé en 2012, investit quant à lui, et avec d'autres collectifs d'artistes, des lieux interstitiels du centre-ville (immeubles anciens, toits, devantures de commerces, contre-allées, etc.) et les ouvre au public, pendant tout un mois, en y organisant pièces de théâtre, concerts et autres performances. La pratique artistique militante s'exprime enfin à travers les graffitis peints sur les murs construits par l'armée autour de la place Tahrîr entre 2012 et 2013 pour empêcher les rassemblements (CEDEJ, 2013). Le collectif [*No Walls*](#), né en mars 2012, ambitionne de transformer ces murs, véritables frontières urbaines, en « espaces virtuellement ouverts », au moyen de peintures révélant, en trompe-l'œil, des espaces publics idéalisés (illustration 3).

Illustration 3. Mur peint à proximité de la place Tahrîr au Caire

Source : R. Stadnicki, 2012.

Entre révolution urbaine et évolution de l'urbanisme : de l'activisme urbain en actes

Peut-on dire des activistes urbains d'Égypte qu'ils sont des passeurs de changements efficaces, dans les territoires dans lesquels ils interviennent ? Les changements les plus significatifs, faut-il le rappeler, sont avant tout à mettre au compte de la population ordinaire, celle qui a entraîné la chute de Moubarak (2011) puis celle de Morsi (2013) et qui se bat au jour le jour pour faire fonctionner les territoires urbains dans cette période de grande instabilité politique et de crise économique. Inclassables dans la typologie qui précède, les comités populaires (*lajân sha'abeya*) qui se sont constitués de façon spontanée pendant la révolution ont ainsi joué un rôle considérable. Créés d'abord pour assurer la sécurité des citoyens et le maintien de l'ordre après le départ des forces de police en janvier 2011, ils ont ensuite, dans de nombreux quartiers informels notamment, élargi leur champ d'action en cherchant à répondre aux besoins les plus divers des habitants, tels que la collecte de déchets, l'organisation de la circulation routière, la résolution des conflits, la santé, la réparation d'infrastructures, etc. (Sims, 2012). Dans certains cas, ces comités, qui ont su rassembler leurs forces, comme par exemple dans les quartiers Ard al-Liwa et Ezbet Kheirallah au Caire, ont pu obtenir le droit d'occuper des terrains abandonnés par leurs investisseurs et d'y aménager des équipements collectifs (dispensaire, voie d'accès à la rocade permettant de désenclaver les quartiers, etc.).

Ceci dit, si la visibilité des changements portés par les activistes urbains n'est pas instantanée, force est de constater un certain nombre d'évolutions sociales, sociologiques et culturelles importantes, qui peuvent être réparties en quatre grandes tendances : la politisation, l'émancipation, la publicisation et la professionnalisation.

La première de ces tendances est donc l'expérience de la politisation. Alors qu'aucun discours de politique urbaine générale n'a réellement émergé sous le règne des Frères Musulmans (Stadnicki, *op. cit.*), les activistes urbains ont su politiser les questions d'urbanisme, en s'engageant dans diverses luttes mettant en scène la population aux prises

¹⁰ Entretien avec O., décembre 2012.

avec l'État et/ou l'armée, mais aussi en faisant des contre-propositions à la planification officielle (voir *supra*), dont les critiques sont remontées jusqu'au plus haut niveau du [*General Office for Physical Planning*](#) (organisme public chargé de l'aménagement du territoire égyptien)¹¹. Le gouvernement ne peut donc désormais plus ignorer la société civile active dans le champ urbain. La recherche, par l'[*Informal Settlement Development Fund*](#) (organisme public chargé de la réhabilitation des quartiers informels), de solutions de relogement, sur place et non plus dans les villes nouvelles, des habitants des quartiers considérés comme vulnérables, est le résultat, selon certains, des différentes manifestations organisées par des militants contre les expulsions¹². On mesure également à quel point la révolution a constitué un levier de politisation pour un certain nombre d'organisations de la société civile, telles que [*Takween*](#) par exemple (voir *supra*), passé en quelques mois d'un rôle d'acteur à la marge de l'amélioration de la qualité du bâti et de l'environnement urbain¹³ à celui d'acteur ambitionnant de jouer un rôle politique et social de premier plan (participation au processus constitutionnel). *Takween* tisse des liens de plus en plus étroits entre pratique professionnelle et engagement politique. Régulièrement invités en Europe et aux États-Unis, ses fondateurs incarnent aujourd'hui un modèle de militantisme égyptien recevant les faveurs d'universitaires et de professionnels du monde entier ainsi que des bailleurs internationaux. On assiste bien, dans ces différents cas, à une transformation du « répertoire de l'action collective » (Tilly, 1992) suite à la multiplication des opportunités de contestation et d'intervention dans le débat public qui se présentent désormais aux activistes urbains.

Le deuxième changement majeur réside dans l'émancipation des activistes urbains vis-à-vis des acteurs dominants (pouvoirs publics, organisations internationales, ONG puissantes, etc.). Le 20 mars 2013 s'est tenu au Caire un événement important illustrant cette prise de distance et la volonté actuelle de reprise en main par la population des affaires urbaines. Des associations – [*Bank Information Center*](#), en partenariat avec le programme [*Right to Housing Initiative*](#) de l'[*Egyptian Initiative for Personnel Rights*](#) – ont organisé une conférence sur les impacts de la politique et des programmes de la Banque Mondiale sur l'espace urbain en Égypte. Elles parvinrent à la conclusion que, malgré des milliards de livres égyptiennes investis, la Banque Mondiale n'a apparemment pas su répondre aux objectifs qu'elle s'était fixés et encore moins aux attentes des habitants. Elles reprochent à la Banque Mondiale d'avoir construit sa stratégie sur celle du gouvernement égyptien (aide au développement des villes nouvelles par exemple) en minimisant la part de l'informel dans l'économie urbaine (minibus privés pour le transport en commun, *zabalîn* pour les déchets, etc.), qui constitue en réalité un agent de substitution aux carences en matière de service public. La Banque Mondiale a eu la possibilité de se défendre lors de ce débat d'un type nouveau en Égypte qui illustre les changements profonds que traversent les sociétés civiles locales (voir *supra*).

Par publicisation, il faut comprendre ici à la fois la réappropriation de l'espace et du débat publics, dont les activistes urbains sont des accélérateurs, et le soutien du public, la publicité, que ces derniers reçoivent en retour, à travers les médias. Dans un premier temps, les activistes urbains aspirent à offrir un véritable espace public à des citoyens trop longtemps victimes d'un urbanisme autoritaire et néolibéral ayant réduit les portions d'espaces ouverts et accessibles à tous¹⁴. L'organisation d'événements artistiques et scientifiques consacrés aux pratiques urbaines et au partage de l'espace, dans des centres culturels, des cafés, sur des

¹¹ Entretien avec K., avril 2013.

¹² Entretien avec Y., mars 2013.

¹³ *Takween* s'était fait connaître à la fin des années 2010 pour avoir repeint les façades des habitations d'un quartier populaire.

¹⁴ Dans son roman, Ahdaf Soueif (2012) écrit que Le Caire s'est révélé à elle au moment de la révolution, que c'est à partir de son déclenchement que Le Caire a cessé de n'être qu'une ville repoussante et déclinante à ses yeux.

trottoirs, relayés par les nombreux blogs et sites internet spécialisés, renforce ce projet socio-spatial des activistes. Leur action est, dans un second temps, largement soutenue par les médias, y compris par la presse généraliste (*Al Ahram*, *Masry al Youm*, etc.), qui leur assure une forte visibilité et une opinion favorable. Parmi les activistes urbains, certains émergent aujourd'hui comme figures intellectuelles de haut rang et sont régulièrement invités à animer des débats publics au même titre que certains opposants politiques et écrivains.

Enfin, le courant activiste urbain n'est pas sans influencer sur la façon de considérer les métiers de l'urbanisme et de l'architecture, de l'enseignement et de la recherche, étant entendu que la plupart des activistes que nous avons rencontrés ont eux-mêmes reçu une solide formation dans ces domaines, dans les universités égyptiennes, européennes et américaines. Les étudiants des universités du Caire et d'Aïn Shams sont ainsi mis à contribution par certains de leurs enseignants pour concevoir un nouvel ordre urbain en Égypte, basé notamment sur la participation citoyenne. Heba Safey Eldeen (2013), qui enseigne l'urbanisme à *Misr International University* (Université Internationale d'Égypte), tente donc de modifier le contenu des programmes pédagogiques afin que les étudiants, futures élites du pays, intègrent les « aspects sociaux et économiques » des quartiers informels en développant des méthodes de travail qui impliqueraient les habitants. Le travail de l'architecte Omar Nagati est tout aussi remarquable. Le colloque [*Learning from Cairo*](#), qu'il a organisé en avril 2013 sur le campus de l'Université Américaine du Caire s'est fixé pour mission de produire un discours résolument critique sur les politiques en vigueur et de tirer les enseignements des compétences des citoyens, de ceux qui vivent et font la ville au quotidien, notamment dans les quartiers informels, pour développer une nouvelle « vision » pour le Caire et faire ainsi de cette ville non plus un symbole du mal-développement mais un modèle d'innovations et de résistances urbaines. Le collectif qu'il a par ailleurs créé, [*Cairo Urban Initiatives Platform*](#), qui recense à la fois des institutions développant de la connaissance sur la ville et les actions directes et indirectes visant à l'amélioration de la condition urbaine en Égypte apparaît comme une tentative de s'approcher d'un « syndicalisme de la ville », qui n'existe d'ailleurs toujours pas en Europe (illustration 4).

Illustration 4. Recensement des « initiatives urbaines » dans le centre du Caire, par le blog Cairo Urban Initiatives Platform ; capture d'écran du 16 août 2013

Conclusion

Les villes d'Égypte sont aujourd'hui traversées par des dynamiques contradictoires : le climat social et politique y est terriblement tendu, alors que le milieu professionnel et associatif de l'urbanisme n'y a jamais été aussi actif et imaginatif. Il faut certes se garder autant que possible de verser dans la fascination de l'activisme urbain égyptien ou encore dans la projection de ses espoirs personnels en matière de changement – comme certains l'ont fait à l'égard des nouvelles technologies allant jusqu'à extrapoler leur rôle dans le déclenchement des révoltes arabes. La situation reste très complexe et l'avenir incertain. Une loi votée en mai 2013 renforce la supervision des ONG par le gouvernement égyptien en obligeant ces dernières à s'enregistrer auprès d'un nouvel organisme idoine. Cela devrait d'ailleurs pousser encore un peu plus les activistes à s'émanciper des structures associatives officielles. En outre, l'intensification de la crise politique durant l'été 2013 et l'augmentation des violences au Caire entre les forces de l'ordre et les soutiens à l'ancien président Morsi¹⁵

¹⁵ La chute du Président islamiste Mohamed Morsi, réclamée par 22 millions de signataires de la pétition *Tamarod* (rébellion) lancée en avril 2013 et par des millions de manifestants le 30 juin 2013 qui l'accusaient d'avoir réduit les libertés individuelles et réprimé ses opposants politiques, a été précipitée par l'armée le 3 juillet 2013. Repliés sur deux places du Caire, les pro-Morsi ont été évacués par les forces de l'ordre le 14 août 2013, lors d'une intervention entraînant la mort de plus de 500 personnes. Le gouvernement de transition dirigé

semblent avoir porté un coup d'arrêt aux initiatives des activistes urbains qui attendent et espèrent, à l'instar des habitants du Caire, une rapide sortie de crise.

Comparé aux autres formes d'activisme, l'activisme urbain est encore un mouvement relativement discret en Égypte. En dehors du succès réel de certains blogs spécifiques et de l'adhésion populaire à certaines actions coup-de-poing (manifestations pour la défense du droit du sol par exemple), la portée de ces mouvements semble encore relativement confidentielle. Ils peuvent parfois donner l'impression d'être limités à un milieu d'initiés, voire même de cultiver une certaine forme d'entre-soi élitiste, comme le déplorait un activiste lui-même : « On retrouve toujours les mêmes personnes lors de nos réunions et rassemblements »¹⁶. Il est donc difficile de dire si ce mouvement peut s'inscrire dans la durabilité et toucher une couche relativement large de la population, et si les changements décrits plus haut vont s'intensifier. Cependant, la critique urbaine cristallise toujours une critique sociale (Lefebvre, *op. cit.*), adossée, pour le cas de l'Égypte, à une crise politique et économique majeure. Elle constitue donc un moyen pour ceux qui s'y risquent de revendiquer le changement en profondeur du pays. L'enjeu n'est pas tant, comme l'a dit l'un d'eux, de trouver sa place dans la société, mais de « fabriquer une société dans laquelle chacun pourra trouver sa place ». En ce sens, les activistes urbains égyptiens participent à la continuation de la révolution au niveau socio-spatial.

Abd el Wahab A., 2012. The January 25th Uprisings: Through or in spite of civil society? *IDS Bulletin*, vol. 43, n° 1, p. 71-77.

Abourahme N., Jayyusi M., 2011. The will to revolt and the spectre of the real. Reflections on the Arab moment. *City*, vol. 15, n° 6, p. 625-631.

Barthel P.-A., Monqid S., 2011. *Le Caire, réinventer la ville*. Paris, Autrement, 253 p.

Ben Nefissa S., 2011. Révolution civile et politique en Egypte. La démocratie et son correctif. *Mouvements*, n° 66, p. 58-55.

Bourdeau V., Deboulet A., Cottin-Marx S., Flory J., 2013. Editorial. *Mouvements*, vol. 2013/2, n° 74, p. 7-12.

Busquet G., 2013. Question urbaine et droit à la ville. *Mouvements*, vol. 2013/2, n° 74, p. 113-122.

Cabannes Y., 2013. Le droit à la ville, une perspective internationale. *Mouvements*, vol. 2013/2, n° 74, p. 13-23.

Cavatorta F., 2012. Le printemps arabe : le réveil de la société civile. In *Annuaire IEMED de la Méditerranée, Le réveil de la société civile en Méditerranée*, Barcelone, IEMED, p. 83-90.

CEDEJ, 2013. Murs. *Les Carnets du CEDEJ*. <http://egrev.hypotheses.org/755>

Deboulet A., 2012. Le droit au logement, école de la contestation. Entretien avec Manal al-Tibi, responsable du Centré égyptien pour les droits à l'habitat. *Mouvement*, n° 66, p. 79-88.

Deboulet A., Florin B., 2013 (à paraître). Mobilisations pré-révolutionnaires au Caire : quand les habitants des quartiers populaires (se) manifestent. *Egypte Monde Arabe*, n° 11.

Douay N., 2013. L'activisme urbain à Montréal : des luttes urbaines à la revendication d'une ville artistique, durable et collaborative. *L'information géographique*, vol. 76, 2012/3, p. 83-96.

Florin B., 2011. Des cités nassériennes aux villes nouvelles du désert : la fin du logement social ?, In Battesti V., Ireton F. (dir.), *L'Égypte au présent, inventaire d'une société avant révolution*, Paris, Sindbad-Actes Sud, p. 129-144.

par Adly Mansour doit donc désormais faire face à un risque accru de guerre civile dans le pays, à de vives critiques sur la scène internationale et à la démission de certains libéraux du gouvernement qui refusent d'être associés au bain de sang du 14 août.

¹⁶ Entretien avec I., avril 2013.

El Kadi G., 2012. Le patrimoine à l'épreuve de la révolution. Communication lors du séminaire, *Sociétés civiles et gouvernance en situation transitionnelle : Egypte, Tunisie, STDF/IRD*, Le Caire, inédit.

El Naggar M.-H., 2012. Human Rights Organisations and the Egyptian Revolution. *IDS Bulletin*, vol. 43, n° 1, p. 78-86.

Fahmi W.-S., 2009. Bloggers' street movement and the right to the city. (Re)claiming Cairo's real and virtual "spaces of freedom". *Environment and Urbanization*, vol. 21, n° 1.

Gonzales-Quijano Y., 2011. Les origines culturelles numériques des révolutions arabes. *Le Monde*, 22/03/2011.

Ibrahim K., Singerman D., 2013. Urban Egypt: On the Road from the Revolution to the State. *Egypte Monde Arabe*, n° 11.

Kanna A., 2012. Urban praxis and the Arab Spring. Beyond the pathological city? *City*, vol. 16, n° 3, p. 360-368.

Lefebvre H., 1968. *Le Droit à la ville*. Paris, Anthropos (2^e ed.), 166 p.

Legros O. (dir.), 2008. *Participations citoyennes et action publique*. Dakar, Rabat, Cotonou, Tunis, Jérusalem, Sanaa. Paris, Editions Yves Michel/ADELS, 209 p.

Madoré M., 2013. *Mobilisation d'habitants : le cas de l'île de Qursaya en Egypte*. Mémoire de recherche, Sciences-Po Rennes, 120 p.

Pagès-El Karoui D., Vignal L., 2011. Les racines de la « révolution du 25 janvier » en Égypte : une réflexion géographique. *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 27 octobre 2011, consulté le 15 juin 2013. URL : <http://echogeo.revues.org/12627>

Pappalardo M., 2012. Révolution et mondialisation : la mobilisation politique au prisme des stratégies urbaines au centre-ville du Caire, Communication au colloque *Révoltes et transitions dans le Monde arabe : vers un nouvel agenda urbain ?*, Le Caire, CEDEJ, inédit.

Petit C., 2011. Engagement militant et politisation des mobilisations au sein des oppositions urbaines à Istanbul. *EchoGéo* [En ligne], 16 | 2011, mis en ligne le 04 juillet 2011, consulté le 13 août 2013. URL : <http://echogeo.revues.org/12445> ; DOI : 10.4000/echogeo.12445.

Poisson S., 2013. Les mobilisations discrètes des mouvements environnementalistes au Caire. *Confluences Méditerranée*, n° 85, p. 129-140.

Safey Eldeen H., 2013 (à paraître). Informal Areas: Lacks and New Perspectives in Post-graduate Programs. *Egypte Monde Arabe*, n° 11.

Sims D., 2012. Un nouvel espoir pour les quartiers informels du Caire, à la suite de la révolution de janvier ? *Villes en développement, Bulletin du Partenariat Français pour la Ville et les Territoires*, n° 91, p. 3-4.

Souief A., 2012. *Cairo, my city, our revolution*. London, Bloomsbury Publishing, 225 p.

Stadnicki R., 2013 (à paraître). Dynamiques urbaines en Égypte depuis la révolution de 2011 : ruptures et continuités. In Rougier B. (dir.), *L'Égypte en révolution(s)*, Paris, PUF.

Tilly C., 1992. Réclamer Viva Voce. *Culture et conflit*, n° 5, p. 109-126.

Verdeil E., 2011. Villes arabes en révolution : quelques observations. *Métropolitiques*, 7 février 2011. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Villes-arabes-en-revolution.html>